

CENTRE DES
MONUMENTS NATIONAUX

POUVOIR ADJUDICATEUR :
CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
Hôtel de Sully - 62 Rue Saint-Antoine
75186 PARIS CEDEX 04

Château de Rambouillet (78)

AGENCEMENT SCENOGRAPHIQUE ET IMPRESSION SIGNALETIQUE

dans le cadre de l'amélioration du parcours de visite du Château de Rambouillet

Marché n°26-180-14

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Table des matières

1. CONTEXTE ET ENJEUX DE LA MISSION	3
1. Contexte	3
1.1. Le Centre des monuments nationaux	3
1.2. Le domaine de Rambouillet	3
2. Objet de la consultation	3
3. Interface entre les intervenants	4
4. Planning prévisionnel	4
5. Connaissance des lieux	4
6. Conditions générales du CCTP	4
2. DESCRIPTIF DES TRAVAUX	4
2.1. Prescriptions générales	5
2.1.1. Généralités	5
2.1.2. Spécificités liées au bâtiment classé	5
2.1.3. Décrets et règlements	6
2.1.4. Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)	6
2.1.5. Normes Françaises (ou équivalentes)	6
2.1.6. Prescription de sécurité incendie	6
2.2. Coordination inter-entreprises	6
2.3. État du chantier	7
2.3.1. État des lieux	7
2.3.2. Protection et conservation du monument	7
2.3.3. Préparation et état du chantier	8
2.4. Provenance et qualité des matériaux	8
2.6. Études et plans – Dessins d'exécution	9
2.7. Hygiène et sécurité du chantier	10
3. PRESTATIONS ATTENDUES	11
3.1. Descriptions des prestations	11
3.1.1. Poste 1 : MT1 - Assises avec rangement pour fiches de salle	11
3.1.2. Poste 2 : MT2 - Fiches de salle	12
3.1.3. Poste 3 : MT3 - Panneaux de médiation	12
3.1.4. Poste 4 : MT4 - Mises à distance	13
3.1.5. Poste 5 : MT5 - Cartels des mises à distance	13
3.1.6. Poste 6 : MT6 – Consoles	14
3.1.7. Poste 7 : Impressions photos	14
3.1.8. Spécifications de mise en œuvre	14
3.1.9. Essais et prototypes	15
3.1.10. Supports et garantie	15
3.2. Phases de réalisation et livrables	15
3.3. Opérations de vérification – admission des prestations	16
3.4. Coordination avec les autres intervenants sur site	16

1. CONTEXTE ET ENJEUX DE LA MISSION

1. Contexte

1.1. Le Centre des monuments nationaux

Le Centre des monuments nationaux est un établissement public administratif dont les statuts sont fixés par les articles L. 141-1 et R.141-1 et suivants du code du patrimoine.

Il est placé sous tutelle du ministre chargé de la Culture.

La présentation du Centre des monuments nationaux et de ses activités est consultable sur le site internet du Centre des monuments nationaux : <http://www.monuments-nationaux.fr>

Il a pour mission d'entretenir, restaurer, mettre en valeur et ouvrir au public les monuments historiques qui lui sont affectés.

1.2. Le domaine de Rambouillet

Depuis la III^e République, le Château de Rambouillet est désigné comme résidence présidentielle. À chaque nouvelle présidence, à chaque nouvelle visite diplomatique, le château se voit remanié, et si ce n'est dans son architecture, au moins dans sa décoration. C'est à travers les archives du Mobilier national que se dessine cette histoire. Inventaires, correspondances, photographies montrent le soin apporté à l'art de recevoir à la française. Outil de promotion pour les arts décoratifs, Rambouillet met assurément en avant toute l'élégance et la dextérité du geste de l'artisan et du designer. Chaque président, selon son goût, s'oriente vers un décor particulier.

Quand Vincent Auriol choisit de projeter ses visiteurs dans des décors intérieurs conçus par les décorateurs et décoratrices les plus iconiques, Valéry Giscard d'Estaing revient à un goût plus classique, celui du XVIII^e siècle.

S'il a accueilli durant les étés nombres de chefs d'état français, il fut également le décor singulier d'une cinquantaine de rencontres diplomatiques. Chaque lieu du château incarne une pratique singulière de la diplomatie, en quelque sorte un rituel. Ainsi la cour et son escalier sont réservés à l'accueil des invités, la salle des marbres concentre les réunions de travail, les salons sont dédiés aux soirées, la salle à manger devient décor de déjeuners ou dîners diplomatiques, quand le jardin accueille les huit clos ou photographies de groupe. Ce nouveau récit développé autour de la diplomatie à Rambouillet se décline ainsi côté cour, côté jardin, au salon ou à table, au travail ou dans l'intimité. L'analyse de tous ces rituels révèle au public, grâce à des documents d'archives papier, sonores ou vidéo, les coulisses de ces rencontres diplomatiques.

2. Objet de la consultation

La présente consultation est lancée par le Centre des monuments nationaux (CMN) pour **la réalisation d'éléments scénographiques pour le parcours de visite du château de Rambouillet**.

Les équipements demandés dans le cadre de la consultation concernent des aménagements intérieurs. Ils regroupent ainsi des prestations d'aménagements et de signalétique.

3. Interface entre les intervenants

Le prestataire s'engage à travailler en cohérence avec la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage ainsi que les autres intervenants du projet, notamment ceux pour lesquels les interfaces de travail sont directes.

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'agence DESIGNERS UNIT, en charge de la conception scénographique et graphique.

4. Planning prévisionnel

L'ouverture de l'espace d'interprétation étant prévue au début du mois de juin, la signalétique permanente doit être posée pour le 15 juin 2026 au plus tard.

Cette date reste prévisionnelle et le délai pourra évoluer en cours de chantier, le nouveau planning contractuel sera communiqué en cours d'exécution.

Le Titulaire proposera dans le cadre de son offre un calendrier d'exécution détaillé répondant à cette contrainte.

Un planning de réalisation des prestations définitif sera co-construit par le titulaire et le CMN et la maîtrise d'œuvre après la notification du marché et deviendra une pièce contractuelle du présent marché. Il pourra faire l'objet de mises à jour d'un commun accord entre les parties en fonction de l'avancement de la réalisation des prestations. Chaque mise à jour est notifiée au titulaire.

5. Connaissance des lieux

Dans le cadre de la consultation, les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, se rendre sur le site afin de se rendre compte des difficultés qu'ils pourraient rencontrer, dans les conditions prévues par le règlement de la consultation.

Aucune réserve pour méconnaissance des lieux ou des équipements ne sera acceptée.

6. Conditions générales du CCTP

L'entreprise doit avoir pris une entière connaissance du présent CCTP. Après remise de la proposition, il n'est plus admis de réclamation fondée sur l'ignorance de la nature et de l'étendue des travaux propres à chaque corps d'état, de leurs répercussions entre eux et de leurs liaisons indispensables.

Dans le présent CCTP, la Maîtrise d'ouvrage s'efforce de renseigner l'entreprise avec le plus de précisions possibles sur les limites de ses travaux à réaliser, cependant certaines prestations peuvent ne pas être explicitement décrites ou figurées dans le présent CCTP, ceci n'autorise pas l'entreprise de s'en défaire.

Il suffit qu'un travail soit indiqué, dessiné ou décrit dans seulement une des pièces du marché pour que l'exécution en soit exigible. Les plans, annexes et CCTP, fournis ici, forment un tout et se complètent mutuellement.

Il est à noter que le château de Rambouillet est ouvert au public tous les jours sauf le mardi, de 10h à 12h et de 13h30 à 17h/18h (à compter d'avril). Toute intervention occasionnant des nuisances sonores ou des risques pour la sécurité du public doit être organisée en dehors de sa présence, de préférence les mardis.

2. DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Le présent projet prendra place dans le Château de Rambouillet. Le bâtiment est classé Monument Historique dans sa totalité.

Les travaux dus par le Titulaire et définis ci-après devront comporter tous les ouvrages, accessoires et sujétions annexes indispensables à l'achèvement complet des travaux et prestations.

Les travaux comprennent :

- la reconnaissance, la réception des supports propres à chaque corps d'état ainsi que les relevés des existants nécessaires aux études d'exécution
- les notes de calculs, les schémas, les plans d'exécution des ouvrages ainsi que la fourniture des échantillons et prototypes, le cas échéant, propres à chaque corps d'état pour approbation par le Maître d'œuvre, puis pour transmission à la maîtrise d'ouvrage,
- la fourniture, le déplacement, le transport du matériel d'exécution et les échafaudages nécessaires
- la fourniture, la manutention le stockage et la pose de tous les accessoires permettant une parfaite finition des ouvrages
- la protection de l'existant,
- la coordination des ouvrages de chacun avec les autres corps d'état,
- la réalisation des gabarits nécessaires aux calages des ouvrages ainsi que les essais,
- le traitement des métaux et des bois dans les limites fixées au présent document,
- les couches de finitions sur les surfaces en bois ou métalliques, dans les limites fixées au présent document,
- le réglage et l'ajustage des ouvrages aux jeux prescrits,
- la fourniture et pose des quincailleries y compris les huilages et graissages nécessaires,
- le contrôle interne des ouvrages avant les opérations préalables à la réception,
- les essais techniques,
- la fourniture des garanties, classement des matériels, fiches techniques des matériaux et matériels
- le nettoyage, la protection et l'entretien des ouvrages respectifs à chaque entreprise jusqu'à la réception des travaux,
- le nettoyage final avant l'ouverture au public,

2.1. Prescriptions générales

2.1.1. Généralités

Le titulaire devra respecter, les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs qui s'appliquent à cette réalisation ainsi que les normes et documents qui régissent techniquement les travaux objet du présent marché :

- Décrets et règlements,
- D.T.U., normes, avis techniques, etc.

La liste des documents ci-après, n'est pas exhaustive. Tous les documents en vigueur à la date de remise de l'offre sont réputés connus du prestataire.

L'attention du titulaire est attirée sur quelques textes de portée générale. L'ensemble de la réglementation étant applicable, le titulaire doit se reporter aux textes publiés par le Recueil des éléments utiles à l'Établissement et à l'Exécution des projets et marches de bâtiment en France (R.E.E.F.).

2.1.2. Spécificités liées au bâtiment classé

Le titulaire est averti que les travaux ont lieu sur un **site patrimonial classé** (immeuble protégé au titre des monuments historiques) impliquant que le candidat retenu devra déterminer les aménagements avec un

double souci de durabilité (notamment dans le choix des matériaux) mais également **de réversibilité**, en évitant les impacts sur le bâtiment classé MH. Les dispositifs et les agencements devront être réversibles.

Le CMN sera particulièrement attentif à la qualité des matériaux proposés, à la longévité des dispositifs, afin de garantir une bonne durée de vie à l'ensemble de la scénographie.

L'équipe retenue travaillera en partenariat étroit, sous le contrôle du Maître d'œuvre, avec la Maîtrise d'ouvrage, représentée par l'équipe de la Direction du développement culturel et des publics (DDCP), s'agissant d'un site et monument historique classé. Cette contrainte impose donc des moyens humains et des modes opératoires adaptés que le titulaire ne pourra ignorer.

2.1.3. Décrets et règlements

- Décret n° 65.48 du 8 Janvier 1965 concernant la protection et la salubrité applicables sur les chantiers de bâtiment et T.P modifié ;
- Décret n° 69.380 du 18 Avril 1969 concernant les matériels utilisés sur le chantier et tous les arrêtés d'application de celui-ci.

2.1.4. Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)

Sont applicables aux matériaux employés d'une part, à l'exécution des travaux d'autre part, les prescriptions et recommandations des Cahiers des Charges (ou ayant valeur de Cahier des Charges) des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) suivis de leurs Cahiers des Clauses Spéciales, mémentos de conception ou de mise en œuvre, additifs et publiés par le C.S.T.B. suivant liste à jour.

2.1.5. Normes Françaises (ou équivalentes)

Les matériaux et les mises en œuvre dont la réalisation est prévue au marché, doivent satisfaire aux dispositions des Normes Françaises (NF) publiées par A.F.N.O.R. homologuées par arrêté ministériel (ou équivalent), même si elles ne sont pas citées dans le présent document : principalement les normes des classes A, B, C, D, P et X (ou équivalent).

2.1.6. Prescription de sécurité incendie

Le titulaire devra se conformer aux règles de sécurité contre l'incendie dans les Établissements Recevant du Public (E.R.P.).

Ainsi, l'ensemble des matériaux utilisés par le prestataire devra être conforme à la réglementation en vigueur concernant la SÉCURITÉ INCENDIE. Les procès-verbaux des matériaux devront être fournis par le prestataire avant leur mise en œuvre.

2.2. **Coordination inter-entreprises**

Les réunions sont animées sous la responsabilité du Maître d'œuvre. Le titulaire devra assurer sa présence aux réunions pour lesquelles il sera convoqué ou à défaut se faire représenter.

Les réunions se feront sur le site de Rambouillet ou au siège du CMN à Paris ou dans les locaux du Titulaire. La réunion à distance sur une plateforme via internet peut être privilégiée. Le Titulaire doit soumettre le compte-rendu de chaque réunion à la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sous 3 jours ouvrés maximum.

2.3. État du chantier

2.3.1. État des lieux

Le titulaire interviendra sur site dès notification du marché. Il est censé avoir apprécié les difficultés éventuelles et les avoir estimées à leur juste valeur.

Le titulaire est censé avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales et avoir une connaissance complète de sujétions consécutives à l'exécution des travaux envisagés.

Il communiquera au Maître d'œuvre ainsi qu'à la Maîtrise d'ouvrage, avant toute intervention, les éventuels défauts ou omissions ayant des répercussions sur le déroulement de sa prestation (état de surface, prise non alimentée, etc.)

Il doit demander à la Maîtrise d'œuvre tous les renseignements complémentaires qu'il jugerait utiles afin d'étudier complètement et sans aucune omission les travaux qui lui appartiennent, et apprécier toutes les conséquences pouvant en résulter.

Le titulaire s'engage à exécuter l'ensemble de ses travaux conformément au planning.

Tous les travaux et fournitures, principaux ou accessoires, même non détaillés dans le présent CCTP et considérés comme indispensables à la réalisation complète du projet seront prévus par le titulaire.

Le titulaire ne saurait se prévaloir des difficultés rencontrées pour réclamer des indemnités ou l'application de plus-values.

Durant la phase d'installation des prestations, l'emprise consacrée au chantier sera délimitée et balisée par le Titulaire afin de protéger le public et le chantier (matériel à fournir par le Titulaire). Il est à noter que le Titulaire se doit donc de prévoir un espace pour la logistique de chantier, espace qu'il a la charge de délimiter (matériel à fournir par le Titulaire) si celui-ci ne peut être contenu dans l'espace dévolu à l'exposition.

2.3.2. Protection et conservation du monument

Les personnels du titulaire doivent être sensibilisés aux conditions particulières d'intervention dans un monument historique.

Toutes les précautions doivent être prises par les entreprises afin de protéger les portes, les escaliers et les parements de pierre et prévenir les risques de dégradation. L'ensemble des installations doit comporter les protections nécessaires à leur mise en place sans dégradations du monument (platelages, tissés, pieds en caoutchouc, moquette, feutres ...).

Une protection doit être mise en place dans les escaliers d'accès lors des déchargements et chargements de matériel ainsi que dans tous les espaces où sont réalisées des interventions (protection des maçonneries et escaliers contre les risques d'épaufrures, protection des sols contre les risques de chutes et de poinçonnement ou abrasions et rayures, protections contre les risques de tâches, souillures, traces de peintures ou manipulations, ...).

L'installation d'un atelier de fabrication à l'intérieur du monument est exclue, seules des opérations de finition sont autorisées. Un regroupement des matériaux et outils est à privilégier. Les vis, clous et autres matériels de quincaillerie ne doivent pas traîner sur le sol afin d'éviter les rayures irréversibles.

Sont interdits : les fixations ou accrochages dans les éléments architecturaux, les installations de matériel à moins de 20 cm de la pierre, la dépose de matériel ou d'outils dans les cheminements de sécurité et leur stockage contre la pierre.

Les fixations au plafond ou aux murs seront soumises à approbation du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Une attention particulière sera apportée à la protection des portes d'accès qui serviraient pour l'approvisionnement des matériaux. Elles relèvent de l'architecte en chef des monuments historiques.

Les titulaires sont responsables du maintien d'un environnement de travail en bon état et sécurisé.

Les déchets et détritiques résultant des travaux de réaménagement doivent être quotidiennement évacués par les entreprises. Le monument ne dispose d'aucun lieu de stockage.

Les branchements sur les installations électriques doivent répondre aux normes en vigueur et être adaptés à la puissance disponible. Les câbles seront protégés et inaccessibles au public.

Un état des lieux sera effectué en début de chantier et sera rendu au Maître d'ouvrage en état en fin de travaux.

2.3.3. Préparation et état du chantier

Le titulaire devra, après approvisionnement, prendre toutes les mesures utiles pour préserver ses installations jusqu'à la réception des travaux.

Le titulaire maintiendra en permanence le chantier en état de propreté.

Si le titulaire ne satisfaisait pas à l'obligation d'enlever les matériaux ou gravats provenant de ses travaux, le Maître d'ouvrage ferait procéder au nettoyage des lieux à ses frais, après mise en demeure.

En fin de chantier le titulaire devra réaliser, et ce juste avant la réception, le dépoussiérage et le nettoyage complet de l'ensemble de ses aménagements.

L'ensemble de ces obligations est considéré intégré dans l'offre de prix de l'entreprise.

2.4. Provenance et qualité des matériaux

Le titulaire sera tenu de présenter au Maître d'Ouvrage ou son représentant, avant mis en œuvre, les certificats de ses fournisseurs, garantissant l'origine des matériaux et des fournitures, en conformité au C.C.T.P. Les matériaux et fournitures devront être conformes aux prescriptions des cahiers des charges des DTU concernés.

Le titulaire est tenu de respecter scrupuleusement l'aspect de finition de tous les ouvrages à sa charge.

2.5. Respect de l'environnement

Dans un souci d'exemplarité environnemental, **il est demandé au titulaire de proposer, autant que peut se faire, des matériaux ou techniques à faible impact environnemental.**

Concernant les matériaux :

- Il est demandé aux entreprises d'intégrer des choix écologiques pour les matériaux, les procédés de fabrication et de montage.
- Les peintures devront être choisies résistantes pour éviter de passer plusieurs couches.
- Les peintures, vernis et colles seront de préférence à base d'eau et/ou éco-labellisés.
- Les supports d'impression et les encres seront de préférences éco-labellisés.
- Les supports d'impression disposeront autant que possible du label Imprim'Vert.
- Pour le mobilier, les matériaux issus de ressources raisonnées seront à privilégier : le bois labellisé FSC ou PEFC ...

Concernant la production et l'assemblage :

- Les techniques de production et d'assemblage générant le moins de déchets seront privilégiées.
- Les supports et meubles pourront être légèrement modifiés, dans la limite où ces modifications ne remettent pas en cause le design général de l'objet en question, afin de réduire au maximum le gaspillage de ressources. Toute modification proposée devra faire l'objet de validation auprès de la Maîtrise d'ouvrage et ne devra pas engendrer de plus-value financière.

Concernant les documents de travail :

- Il sera demandé au titulaire de limiter le volume de documents imprimés et de privilégier les remises numériques de plans et notes techniques.

2.6. Études et plans – Dessins d'exécution

Le titulaire devra établir, d'après les plans et détails de principe du présent dossier, ses propres dessins d'exécution, calepins et épures, tracés, détails, etc. ..., et joindre toutes justifications, échantillons et documentations nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages, à la demande du Maître d'ouvrage.

La nature des fixations, lestes, etc. sera à soumettre au Maître d'ouvrage ou son représentant ainsi qu'au Maître d'œuvre architecte.

Le titulaire, conformément aux études et notes de calculs qu'il établit, est tenu de les renforcer si nécessaire et d'en apporter les adaptations, sans aucun supplément de prix, afin que les éléments considérés soient parfaitement stables, rigides et indéformables et afin que les ouvrages fabriqués répondent en tout point à leur destination et leur utilisation.

Le titulaire reconnaît parfaitement connaître le type de contrainte et d'utilisation finale de ses fabrications et fournitures.

Le titulaire du marché ne doit passer aucune commande, ni commencer aucune fabrication, ni engager ses travaux sans avoir reçu l'acceptation du Maître d'ouvrage ou son représentant sur son projet d'exécution, après lui avoir transmis toutes ses pièces justificatives à l'appui (descriptions, notices, plans, notes de calculs, échantillons d'acier, de bois, de vernis, de peintures, etc....)

Les cotes mentionnées sur les plans du présent dossier sont des cotes à respecter.

Elles doivent impérativement :

- être vérifiées au moment de l'étude et de l'établissement des plans de fabrication pour respecter la finalité des travaux et des ouvrages à fabriquer, pour que la stabilité soit garantie
- être vérifiées sur place en tenant compte de l'existant (implantation).

Tous les plans et détails d'exécution et de fabrication seront établis par la ou les entreprises.

Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que le titulaire doit, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

Du fait de la remise de son offre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier.

En conséquence, et d'une façon générale, chaque titulaire doit tous les travaux, fournitures et prestations même non désignées, nécessaires à une exécution normale et parfaite, au sens habituel du terme et des règles de l'Art, chaque titulaire étant réputé avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences des autres chapitres pour ses propres travaux.

Par ailleurs, toutes les démarches administratives ou d'agrément technique de documents auprès des services publics ou concessionnaires sont à la charge du titulaire.

Le titulaire reste responsable des cotations.

Il doit avertir le Maître d'ouvrage de toutes les erreurs et défauts constatés qui ne seraient pas dans les tolérances et qui entraîneraient une gêne pour la bonne mise en œuvre de ses prestations ou une mauvaise coordination de l'exécution.

2.7. Hygiène et sécurité du chantier

L'application des normes d'hygiène et de sécurité est particulièrement rappelée, et par là le respect des prescriptions légales d'hygiène et de sécurité.

L'entreprise devra respecter :

- les mesures d'hygiène et de sécurité de son personnel ;
- les règlements concernant la sécurité du travail, notamment la norme C12-100 « protection des travailleurs », ainsi que les décrets en vigueur parus ultérieurement et afférents à la sécurité des travailleurs ;
- les textes réglementaires obligatoires dans leur domaine d'application ;
- les lois du Code civil pour la partie construction, les décrets, les arrêtés ministériels, préfectoraux, municipaux, le règlement sanitaire.

2.8. Réception - garanties

La réception des travaux est réalisée conformément à la réglementation en vigueur.

Si la pose, le choix des fournitures ou le fonctionnement des ouvrages réalisés ne sont pas jugés recevables, les ouvrages sont déposés, soit partiellement, soit en totalité et sont remplacés aux frais du titulaire.

Les corrections éventuelles, les modifications ou reprises devront être effectuées dans un délai décidé avec le Maître d'ouvrage.

À l'issue de la réception des ouvrages, le titulaire remet un Dossier des ouvrages exécutés (DOE) ainsi que toute notice d'utilisation ou d'entretien nécessaire à la bonne exploitation de l'équipement.

Les ouvrages livrés devront être garantis dans le temps. Les solutions offrant de meilleures garanties seront étudiées avec intérêt, la durabilité des équipements étant un enjeu majeur pour le présent projet et, de par ce fait, un critère technique d'évaluation de la réponse au présent cahier des charges.

Le titulaire doit se conformer aux prescriptions du CCAP-AE quant aux garanties demandées.

3. PRESTATIONS ATTENDUES

Il est rappelé que lorsque des normes, références ou marques sont citées au sein du présent CCTP, des normes, références ou marques équivalentes peuvent être proposées par le candidat.

Toutefois, pour toute norme, référence ou marque citée « ou équivalent » au sein du présent CCTP ou de ses annexes, le titulaire est réputé, sauf indications contraires au sein de son mémoire technique, fournir le bien ou la fourniture, utiliser le matériel ou les matériaux, tels que cités au sein des pièces contractuelles.

Le cas échéant, les biens, fournitures, matériels ou matériaux équivalents à la norme, à la marque ou à la référence citée sont alors expressément listés au sein du mémoire technique et leur équivalence démontrée par le titulaire au sein dudit mémoire.

Les prestations du présent marché à prendre en charge par le titulaire sont :

- La dépose des anciens bancs de médiation
- Le pilotage des travaux d'agencement et d'impression signalétique et le présentiel aux réunions clés de chantier tout au long du projet.
- L'étude et la réalisation du dossier d'exécution (les études, les échantillons et les prototypes d'impression réalisés à échelle grandeur réelle)
- Fourniture des matériaux nécessaires
- Fabrication du mobilier et des aménagements d'après les plans fournis ainsi que leur fourniture et leur pose.
- Les fournitures et la fabrication en atelier des pièces spécifiques, le transport, la pose de l'ensemble des éléments de signalétique sur les supports et toutes les sujétions afférentes à leur mise en place.
- La connaissance du projet graphique et de la charte graphique établis par le maître d'ouvrage. Le projet graphique est en cours d'élaboration. Les maquettes seront transmises après notification.
- Remise des DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés), notices techniques du matériel, garanties et toutes informations jugées nécessaires à la fin du chantier pour les maintenances futures
- Le nettoyage des locaux, le repli des installations de chantier et l'évacuation des déchets, résultant des réalisations de l'entreprise, au fur et à mesure de l'avancement des prestations

Le Titulaire doit intervenir sur le chantier en liaison avec le prestataire en charge de la production signalétique pour effectuer ses travaux sans porter atteinte au programme d'avancement des autres travaux.

Les plans de principe de l'ensemble des aménagements du parcours sont détaillés dans le cahier scénographique fourni en annexe.

Important : il appartient aux Titulaires de vérifier les quantités du présent descriptif et, le cas échéant, d'en informer le CMN, avant toute correction en cas de désaccord avec le présent CCTP et la DPGF.

3.1. Descriptions des prestations

3.1.1. Poste 1 : MT1 - Assises avec rangement pour fiches de salle

Fabrication de bancs en métal laqué avec espace de rangement pour 4 fiches de salle.

Le piètement est réalisé en tube métallique section carré de 25mm laqué. L'assise est réalisée en tôle pliée laquée 3 faces.

Prévoir des patins sur les piètements pour protéger le sol.

Un parfait traitement des surfaces, des soudures et des assemblages est demandé.

Les bancs reçoivent un adhésif ultra-clear imprimé d'une consigne.

Dimension Banc MT1.1 – UNE assise

Largeur : 800mm

Profondeur : 400 mm

Hauteur : 450 mm

Dimension Banc MT1.2 – DEUX assises

Largeur : 1400 mm

Profondeur : 400 mm

Hauteur : 450 mm

Quantités :

- 1 banc MT1.1

- 5 bancs MT1.2.

Finition :

Métal thermolaqué RAL 8016 Brun acajou

Impression sur adhésif ultra-clear

Échantillon :

Il est demandé en phase d'étude une section de tube métallique laqué ainsi que du panneau laqué.

3.1.2. Poste 2 : MT2 - Fiches de salle

Impression sur tôle d'aluminium 2mm thermolaqué quadri Recto/Verso et fabrication et pose d'une réglette en bois clair naturel vernis. Le réglette est composée de 2 parties qui prennent en sandwich la tôle. Les 2 parties sont visées à la tôle. Les angles de la tôle sont légèrement arrondies.

Gravure des titres de chaque fiche de salle sur le haut de la réglette (FR/EN/DE). Reprise du texte gravé en peinture noir (pour un meilleur visibilité).

Dimensions fiches :

Largeur : 297mm

Hauteur : 420mm

Dimensions réglette avec glissière :

20mm x 20mm x 297mm

Quantité : 24**Finition :**

Métal thermolaqué blanc RAL à définir en EXE

Impression directe quadri Recto/Verso pour la fiche

3.1.3. Poste 3 : MT3 - Panneaux de médiation

Fabrication, impression et pose et de panneaux de médiation. Les panneaux sont en bois peint et reçoivent une impression directe (MT3.1) ou une impression sur un Jet Tex rebordé ou équivalent (MT3.2).

Les panneaux produits seront directement fixés au mur, prévoir les fixations (le moins de point de fixation possible).

Un seul panneau est fixé sur une structure métallique existante (reprise d'une structure du hall.)

Dimension panneau médiation MT3.1

Largeur : 750mm

Hauteur : 1325mm

Dimension panneau chronologie hall MT3.2

Largeur : 2250mm

Hauteur : 1600mm

Quantités :

- 3 panneaux MT3.1 (ce panneau est 2 fois fixé au mur et 1 fois fixé sur une structure en métal existante)
- 2 panneaux MT3.2 fixés au mur

Finition :

Bois peint

Impression directe quadri

Impression sur Jet Tex rebordé ou équivalent

3.1.4. Poste 4 : MT4 - Mises à distance

Fabrication et pose de mises à distance.

Les mises à distance sont en tube section carrée en métal thermolaqué 25 x 25 mm.

Prévoir un principe d'assemblage des longueurs permettant de réutiliser les mises à distance, de les réduire ou de les allonger.

Dimensions mise à distance :

Hauteur : 35 cm

Longueur MT4.1 = 6950mm

Longueur MT4.2 = 2200mm

Longueur MT4.3 = 1000mm et 1650mm

Longueur MT4.4 = 1350mm

Longueur MT4.5 = 11000mm

Longueur MT4.6 = 650mm

Longueur MT4.7 = 8000mm

Finitions : Métal thermolaqué RAL 8016 Brun acajou

3.1.5. Poste 5 : MT5 - Cartels des mises à distance**Détails des prestations :**

Les cartels sont réalisés en tôle métal 3 mm. Ils reçoivent une impression directe.

Prévoir 5 pièces métalliques permettant la fixation de cartels en métal sur la mise à distance.

Finitions :

Métal thermolaqué RAL 8016 Brun acajou

Impression directe quadri

Dimensions :

Largeur : 520 mm

Hauteur : 220 mm

Quantité : 6

3.1.6. Poste 6 : MT6 – Consoles

Fabrication de console en métal thermolaqué. Le piètement est réalisé en tube métallique section carré de 25mm laqué. L'assise est réalisée en tôle pliée laquée 3 faces.

Il y a 2 types de console :

La console MT6.1 présente un téléphone (hors lot). Le plateau est percé pour le passage d'un câble. Prévoir une finition des bords du percement. Un cassier technique se trouve sous le plateau pour accueillir un lecteur AV. C'est une boîte 5 faces en métal laqué. Une des façades est amovible pour accéder au matériel AV.

La console MT6.2 présente des journaux (hors lot). Prévoir un anneau en métal (même teinte que la console) avec une cordelette fixée sur le plateau supérieur pour y accrocher les journaux.

Prévoir des patins sur les piètements pour protéger le sol.

Un parfait traitement des surfaces, des soudures et des assemblages est demandé.

Dimension console MT6.1 et MT6.2

Largeur : 600mm

Profondeur : 400mm

Hauteur : 600mm

Quantités :

- 4 consoles MT6.1
- 2 consoles MT6.2

Finition :

Métal thermolaqué RAL 8016 Brun acajou.

3.1.7. Poste 7 : Impressions photos

Impression de photos d'archives sur papier photo mat

Dimensions photos :

A5

Quantités :

50

Finition :

Papier photo mat

3.1.8. Spécifications de mise en œuvre

Au titre du présent marché, le Titulaire doit prévoir : tous les emballages et déballages, la sortie du bâtiment et l'enlèvement de tous les emballages et autres aux décharges publiques sélectives.

Les dimensions (largeur, hauteur) indiquées dans le présent CCTP et ses annexes sont destinées à faciliter le repérage des positionnements des éléments d'agencement et de signalétique. Elles doivent être vérifiées sur place avant mise en fabrication.

Tous les façonnages devront être très soignés.

Le transport, le stockage et la manutention doivent s'effectuer avec toutes les précautions utiles afin d'éviter toutes déformations nuisant à la résistance, à l'aspect ou à la pose des éléments. L'ensemble de ces opérations est effectué avec des moyens adéquats suivant les avis techniques et les prescriptions des fabricants.

Les ouvrages détériorés seront refusés par le maître d'œuvre et devront impérativement être remplacés.

3.1.9. Essais et prototypes

Des échanges avec le Maître d'œuvre graphiste et la Maîtrise d'ouvrage seront nécessaires pour l'étude de chacun des types de supports décrits dans le cahier graphique afin de valider le rendu des couleurs, des matériaux et des gabarits des supports.

Le titulaire fournira des impressions tests pour le contrôle des matériaux, des couleurs et de la taille des textes. Un prototype pour chaque typologie de matériaux est demandé afin de faire valider à la Maîtrise d'ouvrage.

L'offre doit comprendre toutes les réunions nécessaires au bon déroulement du projet.

3.1.10. Supports et garantie

Le Titulaire sera force de proposition quant aux produits et supports à utiliser pour arriver au meilleur résultat.

Le Titulaire devra garantir la solidité de l'ensemble des dispositifs, des impressions et une finition qui en permettent le bon entretien.

Lors de la livraison et de la mise en place, il devra informer le personnel du musée par une notice et une démonstration le bon mode d'entretien, de nettoyage et de dépoussiérage.

Concernant les garanties, il respectera les dispositions de l'AE-CCAP.

3.2. Phases de réalisation et livrables

Le titulaire intégrera dans son offre toutes les réunions nécessaires au projet. Le titulaire soumettra à la validation du CMN une série de livrables d'étapes soumise aux validations de la maîtrise d'ouvrage.

Phase N°1 : Etude, mise au point et échange

Le Titulaire devra prendre tout le temps nécessaire et prévoir toutes les réunions nécessaires pour réunir l'ensemble des informations dont il aura besoin en étant force de proposition.

Le relevé sur site : le titulaire doit effectuer le contrôle des côtes in situ pour s'assurer des bonnes dimensions. Sondage et état des lieux des murs

Phase N°2 : Présentation et remise des plans d'exécution et échantillons soumis à validation

Réalisation et remise des plans d'exécution des mobiliers scénographiques.

Validation des plans d'exécution.

Echantillon et prototypage : le Titulaire fournit les échantillons de chaque technique utilisée représentatif des dispositifs graphiques avec matériaux et couleurs (2 exemplaires, 1 pour le maître d'ouvrage, 1 pour la maîtrise d'œuvre)

Phase N°3 : Fabrication des mobiliers scénographiques et impression de la signalétique

Une série de tests, soumis à validation, seront menés *in situ* à la suite de l'installation pour s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs d'éclairage.

Phase N°4 : Livraison, installation et pose des mobiliers

Coordination avec l'équipe scénographique et les équipes du CMN (département des publics, collections, monument).

Phase N°5 : Réception et validation de l'ensemble des prestations

Remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), incluant :

- Les documents techniques d'exécution précédemment indiqués mis à jour après installation pour être strictement conformes aux installations réalisées.
- Les notices techniques des matériels, certificats et procès-verbaux d'essais, certificats de garantie, les consignes d'exploitation et de maintenance des matériels installés.
- Le dossier de réception établi avec le Maître d'Ouvrage
- Les résultats d'essais de fonctionnement.

3.3. Opérations de vérification – admission des prestations

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le Titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Dix (10) jours avant que l'ensemble des travaux objets du présent marché soient terminés, l'entrepreneur préviendra le Maître d'Ouvrage qui fixera le jour et l'heure d'une visite au cours de laquelle les essais, contrôles, vérifications, mesures, etc... ainsi que la main-d'œuvre qualifiée pour effectuer les opérations requises.

Les dépenses correspondantes sont entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Si la pose, le choix des fournitures ou le fonctionnement des ouvrages réalisés ne sont pas jugés recevables, les ouvrages sont déposés, soit partiellement, soit en totalité et sont remplacés aux frais du titulaire.

Les corrections éventuelles, les modifications ou reprises devront être effectuées dans un délai décidé avec le Maître d'ouvrage.

3.4. Coordination avec les autres intervenants sur site

Il appartiendra au titulaire de transmettre au Maître d'ouvrage son planning détaillé d'intervention sur site ainsi que ses contraintes en temps utile et ce au minimum de quinze (15) jours avant l'intervention sur site, afin de coordonner les éventuelles interfaces avec les autres intervenants ; à défaut le Titulaire encourt les pénalités de retard telles que fixées au CCAP.

En particulier, le titulaire ne pourra en aucun cas justifier un retard à la suite d'une gêne occasionnée par un autre intervenant sur le site, quel qu'il soit.